

Cuba face aux contradictions de l'administration Obama

Salim Lamrani

Le 23 septembre 2009, le président Barack Obama s'est adressé pour la première fois à l'Assemblée générale des Nations unies lors d'un discours salué par l'ensemble de la communauté internationale. Obama a reconnu que l'interventionnisme à outrance des Etats-Unis dans les affaires internes des autres pays était une grave erreur. « *Aucune nation ne doit être forcée d'accepter la tyrannie d'une autre nation* », a-t-il déclaré, ajoutant qu'« *aucune nation ne peut ni ne doit tenter de dominer une autre nation* ». « *La démocratie ne peut pas être imposée à une autre nation de l'extérieur. Chaque société doit trouver sa propre voie, et aucune voie n'est parfaite. Chaque pays doit poursuivre une voie ancrée dans la culture de son peuple et dans ses traditions, et je reconnais que les Etats-Unis ont, trop souvent, été sélectifs dans leur promotion de la démocratie* », a-t-il conclu¹.

Le président Obama a ainsi fait preuve de lucidité et d'intelligence en déclarant que les Etats-Unis devaient « *entrer dans une nouvelle ère d'engagement basée sur les intérêts et le respect mutuels* ». S'adressant à ses détracteurs, il a réfuté tout double discours et a lancé un défi à ces derniers : « *Je vous demande de jeter un œil aux actions concrètes que nous avons prises en à peine neuf mois* ».

La bonne volonté de l'ancien sénateur de l'Illinois n'est pas en cause. C'est en partie pour cela qu'il a obtenu le prix Nobel de la paix 2009. Néanmoins, il est impossible de ne pas relever les contradictions notables entre la rhétorique du locataire de la Maison-Blanche et la réalité des faits, notamment en ce qui concerne la politique de Washington vis-à-vis de Cuba.

Les avancées

En avril 2009, Obama avait fait part de sa volonté de chercher « *une nouvelle approche avec Cuba* »³. « *Je crois que nous pouvons mener les relations entre les Etats-Unis et Cuba vers une nouvelle direction* », avait-il souligné. « *Je suis ici pour ouvrir un nouveau chapitre de rapprochement qui se poursuivra durant mon mandat* », avait-il dit, en annonçant la levée des restrictions affectant les Cubains vivant aux Etats-Unis et ayant de la famille sur l'île. Néanmoins, il a fallu attendre le 3 septembre 2009 pour que cette décision entre en vigueur. Désormais, les Cubains peuvent se rendre dans leur pays d'origine autant de fois qu'ils le souhaitent (au lieu de 14 jours tous les trois ans auparavant), et effectuer des transferts de fonds illimités à leurs familles (au lieu 100 dollars par mois auparavant⁴).

L'administration Obama a également élargi la gamme de produits qui peuvent être envoyés à Cuba aux vêtements, produits hygiéniques et au matériel de pêche (interdits auparavant). Elle a également permis aux entreprises étasuniennes de télécommunication de fournir certains services à Cuba (il convient de rappeler cependant que le cadre légal pour cela existe depuis 1992)⁵.

En septembre 2009, Bisa Williams, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires interaméricaine, s'est rendue à La Havane afin de s'entretenir avec le vice ministre des Affaires étrangères Dagoberto Rodríguez. Tous deux ont entamé des discussions au sujet de la restauration du service postal entre Cuba et les Etats-Unis suspendu depuis 1963 et des questions migratoires. La visite de Williams, censée être de 24 heures, a duré six jours. Il s'agit du plus haut fonctionnaire en visite officielle à Cuba depuis 2002⁶. La sous-secrétaire d'Etat en a même profité pour assister au concert historique donné par le chanteur colombien Juanes à La Havane qui a réuni plus d'un million de personnes⁷.

Les signes négatifs

Si ces initiatives positives, tout comme le langage diplomatique beaucoup moins agressif à l'égard de La Havane, sont à souligner, il convient de rappeler que les relations actuelles entre les deux nations ne sont même pas revenues au *statu quo ante* sous l'administration Clinton. Par ailleurs, les citoyens cubains vivant aux Etats-Unis et n'ayant pas de famille dans leur pays d'origine ne peuvent toujours pas s'y rendre.

L'administration Obama, contrairement à ses déclarations constructives, s'est évertuée à appliquer avec zèle les sanctions économiques contre Cuba. Ainsi, selon le Bureau de Contrôle des biens étrangers (*Office of Foreign Assets Control, OFAC*) du Département du Trésor, depuis l'intronisation au pouvoir d'Obama en janvier 2009, pas moins de sept multinationales ont été sanctionnées financièrement pour un montant total dépassant les six millions de dollars. Pourtant, toutes les infractions avaient été commises bien avant l'arrivée au pouvoir du sénateur

de l'Illinois. Ainsi, en août 2009, la banque australienne ANZ s'est vue infliger une amende de 5,7 millions de dollars pour avoir réalisé des transactions avec Cuba par le biais de ses filiales étasuniennes entre 2004 et 2006. Une nouvelle fois, le caractère extraterritorial de sanctions économiques s'est appliquée avec rigueur contre une entité étrangère⁸.

Par ailleurs, le 14 septembre 2009, le président étasunien a décidé de prolonger d'un an la validité de la Loi de Commerce avec l'ennemi de 1917 qui établit les sanctions économiques contre Cuba. Il a ainsi imité tous les présidents étasuniens depuis 1962, évoquant des raisons « *d'urgence nationale* ». Pourtant, le renouvellement annuel n'était pas nécessaire au maintien des sanctions économiques puisque depuis 1996 et l'adoption de la loi Helms-Burton, seul le Congrès est habilité à y mettre un terme. Il est regrettable que Barack Obama n'ait pas saisi l'opportunité, somme toute symbolique, d'agir différemment de ses prédécesseurs⁹.

Le 21 septembre 2009, le Département d'Etat a refusé d'octroyer un visa au président de l'Assemblée nationale cubaine, Ricardo Alarcón, invité par la présidente du Black Caucus du Congrès étasunien Barbara Lee. Le lendemain, Washington a interdit à près de 30 médecins étasuniens de participer à un Congrès international d'orthopédie se déroulant à La Havane. En octobre 2009, la Philharmonique de New York, qui devait se produire dans la capitale cubaine du 30 octobre au 2 novembre, a dû suspendre son voyage après que les Départements d'Etat et du Trésor ont refusé d'accorder une licence aux 150 mécènes qui avaient financé le projet. Pourtant, en 2008, elle s'était produite en Corée du Nord et réalisera prochainement un concert au Vietnam¹⁰.

Le sénateur démocrate Byron Dorgan a fait part de sa totale incompréhension lors d'une intervention au Sénat : « *Notre politique à l'égard des voyages à Cuba est inouïe. Nous devons nous soumettre aux absurdités du gouvernement fédéral et du Département du Trésor qui décident qui peut ou non voyager. Il est à mon avis scandaleux de restreindre la liberté du peuple étasunien*¹¹ ».

Le 1^{er} octobre 2009, plusieurs leaders du Congrès se sont retrouvés au siège de la Chambre des représentants afin de promouvoir l'approbation d'une législation présentée en mars 2009 mettant un terme à l'interdiction faite aux citoyens des Etats-Unis de voyager à Cuba et d'exiger le changement promis par le président Obama. Les élus démocrates Charles Rangel, Bill Delahunt ainsi que le républicain Jeff Flake ont exigé l'adoption de la loi – qui dispose pour l'instant du soutien de 161 représentants et de 33 sénateurs, qui ont paraphé le document – avant la fin de l'année 2009. Pour être adoptée, la loi doit réunir 218 voix à la Chambre et 60 au Sénat. Néanmoins, Barack Obama dispose des prérogatives nécessaires pour mettre un terme à cette interdiction en signant un simple ordre exécutif¹².

Wayne S. Smith, ancien chef de la Section d'intérêts étasuniens (SINA) à La Havane entre 1979 et 1982, a déploré le manque d'initiatives du nouveau président. « *Il n'a rien fait* », a-t-il regretté. Il a également fustigé l'attitude de certains élus tels que Bob Menéndez et les représentants de Floride qui « *bloquent la législation* ». « *Nous devrions établir un dialogue et lever les restrictions aux voyages* » pour les citoyens étasuniens, qui peuvent se rendre en Chine, au Vietnam ou en Corée du Nord, mais pas à Cuba¹³.

La diplomatie cubaine a fait part de sa déception à cet égard. Le ministre des Affaires étrangères Bruno Rodríguez, qui a salué la bonne volonté d'Obama le qualifiant d'« *homme politique moderne, intelligent et animé de bonnes intentions* », a néanmoins regretté qu'il n'ait pu saisir « *l'opportunité historique d'user de ses facultés exécutives et d'être à l'origine de l'élimination du blocus contre Cuba*¹⁴ ».

Contradictions

Il est inévitable de mettre le président Obama face à ses propres contradictions. D'un côté, face à l'Assemblée générale de l'ONU, il a tenu les propos suivants : « *Les peuples du monde veulent du changement. Ils ne toléreront plus ceux qui se trouvent du mauvais côté de l'histoire* ». D'un autre côté, il a dû recourir à une loi guerrière de 1917, uniquement appliquée à Cuba, pour prolonger l'état de siège contre une petite nation du Tiers-Monde qui n'a jamais commis la moindre agression contre les Etats-Unis. D'un côté, il affirme que « *les divisions traditionnelles entre les nations du Sud et du Nord n'ont aucun sens dans un monde interconnecté, et les alignements des nations enracinés dans les clivages d'une guerre froide résolue depuis longtemps non plus* ». De l'autre, il persiste à appliquer une politique obsolète, cruelle et inefficace dont les premières victimes sont les catégories les plus fragiles de la population cubaine, à savoir les femmes, les personnes âgées et les enfants¹⁵.

Malgré l'opposition unanime de la communauté internationale qui a condamné en 2008 pour la 17^{ème} fois consécutive l'état de siège économique imposé à Cuba (185 voix contre 3), du monde des affaires étasunien qui

voit ses intérêts fortement affectés car un marché naturel est entre les mains par les multinationales européennes, asiatiques et latino-américaines, la volonté d'une majorité de l'opinion publique étasunienne qui souhaite une normalisation des relations entre les deux nations, un courant favorable au Congrès étasunien au changement de politique, l'administration Obama persiste à appliquer des sanctions unilatérales anachroniques qui représentent le principal obstacle au développement économique de l'île. S'il est vrai que le président étasunien ne peut pas éliminer définitivement l'embargo (une décision du Congrès étant nécessaire), il peut considérablement l'assouplir par le biais de décisions exécutives et de licences¹⁶.

L'ancien président Bill Clinton, dont l'épouse Hillary Clinton est actuellement secrétaire d'Etat, a pour sa part qualifié les sanctions économiques de politique « absurde » et d'« échec total¹⁷ ». Ainsi, depuis leur imposition en août 1960, les sanctions étasuniennes ont coûté la bagatelle de 96 milliards de dollars à l'économie cubaine.

La Havane a réitéré à maintes reprises sa disposition à résoudre tous les différends qui opposent les deux pays à condition que le dialogue ait lieu sur une base de réciprocité, de respect de la souveraineté et de non-ingérence dans les affaires internes.

Si le président Obama souhaite atteindre un modus vivendi avec le gouvernement cubain, il doit d'adopter les mesures suivantes par ordre de priorité :

-Libération des cinq prisonniers politiques cubains incarcérés aux Etats-Unis depuis 1998 et accusés à tort de « conspiration en vue de commettre des actes d'espionnage ». Aucune preuve n'a pu être présentée à leur encontre. Ils ont néanmoins été condamnés à un total de quatre peines de prison à vie, doublées de 77 ans d'emprisonnement. Obama dispose des prérogatives nécessaires pour leur accorder un pardon présidentiel¹⁸.

-Assouplissement des sanctions économiques. Comme souligné précédemment, Obama peut considérablement réduire leur impact par de simples ordres exécutifs.

-Extradition du terroriste Luis Posada Carriles, ancien agent de la CIA responsable de plus d'une centaine d'assassinats et réfugié à Miami, et que les Etats-Unis refusent de juger¹⁹.

-Suppression de Cuba de la liste des pays terroristes. Les Etats-Unis ont inclus arbitrairement Cuba dans la liste des pays terroristes pour justifier leur politique hostile à l'égard de La Havane. Cette inclusion n'est pas prise au sérieux par la communauté internationale qui la considère comme une simple manœuvre politique de discrédit. Il convient de rappeler que Nelson Mandela a fait partie de cette liste jusqu'en juillet 2008.

-Abrogation de la loi d'ajustement cubain qui foment l'émigration illégale à destination des Etats-Unis. En effet, tout Cubain entrant légalement ou illégalement aux Etats-Unis obtient automatiquement au bout d'un an le statut de résident permanent et diverses aides pour obtenir un logement et un emploi. Cette législation, unique au monde, favorise la fuite des cerveaux et prive Cuba d'un capital humain considérable²⁰.

-Elimination de tous les programmes de subvention à destination de l'opposition interne à Cuba. Obama peut décider de mettre un terme au financement des groupuscules internes, illégal aux yeux du code pénal cubain et de la législation internationale²¹.

-Suppression des émissions subversives de Radio et TV Martí, destinées à déstabiliser le gouvernement cubain.

-Dévolution de la base navale de Guantanamo occupée illégalement par les Etats-Unis depuis 1902, contre la volonté souveraine du peuple cubain.

La bonne volonté du président Obama doit se traduire rapidement par des actes concrets afin de normaliser les relations entre La Havane et Washington. Il doit prouver aux yeux du monde qu'il mérite effectivement le prix Nobel de la Paix.

Notes

¹ Barack Obama, « Remarks By the President of the United States to the United Nations General Assembly », *The White House*, 23 septembre 2009. http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-the-President-to-the-United-Nations-General-Assembly/ (site consulté le 24 septembre 2009).

² *Ibid.*

³ *The Associated Press*, « Obama Seeks 'New Beginning' With Cuba », 17 avril 2009.

⁴ Macarena Vidal, « Obama ofrece 'un nuevo comienzo' en las relaciones con Cuba », *EFE*, 17 avril 2009.

⁵ John Dorschner & Monica Hatcher, « Liberan a los viajes a Cuba », *El Nuevo Herald*, 13 avril 2009.

⁶ Matthew Lee & Paul Haven, « US, Cuba Held Unannounced Talks », 30 septembre 2009.

⁷ *El Duende*, « Una americana cantando con Juanes », 30 septembre 2009.

⁸ *Office of Foreign Assets Control (OFAC)*, « Release of Civil Penalties Information », septembre 2009, www.treas.gov/offices/enforcement/ofac/actions/index.shtml (site consulté le 5 octobre 2009).

⁹ Ginger Thomson, « U.S. Official Meets With Cuban Authorities », *The New York Times*, 30 septembre 2009.

¹⁰ Oficina de Ricardo Alarcón de Quesada, 22 septembre 2009 ; *Agence France Presse*, « Cuba asegura que EEUU impidió viaje de 30 científicos », 23 septembre 2009 ; *Agencia Cubana de Noticias*, « Washington Bans Orthopedics Doctors From Attending Event in Cuba », 22 septembre 2009 ; Jim Abrams, « Senador intercede por permiso de viaje para la Filarmónica de NY », *The Associated Press*, 5 octobre 2009.

¹¹ Jim Abrams, « Senador intercede por permiso de viaje para la Filarmónica de NY », *op. cit.*

¹² María Pena, « Piden al Congreso eliminar restricciones de viajes de estadounidenses a Cuba », *EFE*, 1^{er} octobre 2009.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Mauricio Vicent, « Cuba dice que Obama no ha tocado el embargo », *El País*, 16 septembre 2009.

¹⁵ Barack Obama, « Remarks By the President of the United States to the United Nations General Assembly », *op. cit.*

¹⁶ Salim Lamrani, *Cuba : ce que les medias ne vous diront jamais* (Paris : Editions Estrella, 2009), pp. 121-133.

¹⁷ Christopher Hitchens, « What Was Bill Thinking ? », *Newsweek*, 24 septembre 2009. <http://www.newsweek.com/id/216052/> (site consulté le 5 octobre 2009).

¹⁸ Salim Lamrani, *Cuba : ce que les medias ne vous diront jamais, op. cit.*, pp. 145-154.

¹⁹ *Ibid.*, pp. 135-144.

²⁰ *Ibid.*, pp. 107-120.

²¹ *Ibid.*, pp. 79-105.

Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l'Université Paris-Sorbonne-Paris IV et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais* (Paris : Editions Estrella, 2009).

Contact : lamranisalim@yahoo.fr